# Europe atlantique : Europe européenne

Autor(en): **Freymond, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **33 (1975)**

Heft 2

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-137465

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

**Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

**http://www.e-periodica.ch**

# Europe atlantique - Europe européenne

Jacques Freymond,
directeur
de l'Institut universitaire
de hautes études internationales,
Genève

Ce débat, qui rebondit périodiquement, déconcerte. Et pourtant les origines en sont claires et les données simples.

A l'origine, il y a l'effondrement de l'Europe à travers le désastre de la Deuxième Guerre mondiale et l'ascension des deux « colosses » américain et soviétique, les deux seules grandes puissances mondiales de l'après-guerre dont l'affrontement, à travers la stratégie indirecte de la guerre, conduit à la formation de deux alliances antagonistes organisées dans le Pacte atlantique et le Traité de Varsovie. L'Europe de l'Occident, qui n'a échappé à la domination allemande que grâce à la résistance britannique et à l'appui américain, se voit contrainte à nouveau de chercher dans l'espace atlantique les ressources économiques et les moyens militaires qui lui manquent.

Mais l'Allemagne, en prétendant organiser l'Europe, a réveillé la conscience européenne qui s'exprime à travers les mouvements de résistance et s'affirme au lendemain de la guerre par les entreprises successives qui visent à organiser l'Europe.

Ainsi la période qui s'est ouverte après 1945 est caractérisée par la confrontation permanente de ces deux grands courants dont l'un envisage l'organisation de l'Occident à l'intérieur de l'espace atlantique et l'autre est orienté vers la formation d'une Europe indépendante se situant comme une troisième force entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Les péripéties de cette confrontation sont trop connues pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. Pourtant, il n'est pas inutile de rappeler qu'alors que Plan Marshall et Plan Schuman étaient complémentaires, le Pacte atlantique a rejeté au second plan l'Union de l'Europe occidentale, que l'échec de la Communauté européenne de défense a conduit à l'entrée de la République fédérale d'Allemagne dans le Traité de l'Atlantique Nord, que le veto opposé par le général de Gaulle à l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté économique européenne a freiné l'élan de la relance européenne et sonné le glas des « grands desseins » de Kennedy, d'un *partnership between equals.* Il ne faut pas oublier non plus l'effet produit par les mesures économiques et monétaires prises par le président Nixon le

15 août 1971, l'impulsion qu'elles donnent aux efforts visant à consolider et à élargir la Communauté économique européenne.

Mais les Etats européens sont divisés. L'Union monétaire implique une coordination des politiques. L'élaboration d'une politique étrangère commune exige, plus que la définition d'une « identité européenne », la reconnaissance d'une convergence des intérêts se traduisant dans des actions entreprises en commun. Les initiatives de Henry Kissinger et ses manières cavalières, les mises en demeure du président Nixon ne suscitent que des accès de mauvaise humeur qui se manifestent dans les débats internes de l'Otan et se dissipent dans la lente mise au point de déclarations communes.

La guerre d'octobre 1973, en mettant à nu les rapports de force et en plaçant subitement l'Europe dans une situation de dépendance à l'égard des pays producteurs de pétrole et de matières premières, déclenche la crise qui cheminait depuis de longues années et place l'Europe de l'Occident devant des échéances.

## I. LES ÉCHÉANCES

Voyons maintenant quelles sont ces échéances et soulignons d'emblée que la gamme des diagnostics est large.

Si l'on en croit les analystes financiers et les économistes, dont les avis sont généreusement donnés dans la presse quotidienne et dans les périodiques spécialisés, nous en sommes encore à nous interroger pour savoir si nous sommes entrés dans une période de récession. Le 7 novembre, le secrétaire à la Trésorerie, M. William Simon, déclarait que les Etats-Unis connaissaient une récession ; mais le lendemain, la Maison-Blanche faisait dire par ses services que la situation « doesn't fit the classic definition of recession ».

L'*International Herald Tribune*, qui rappelait cette controverse, signalait une autre divergence d'opinion : selon la plupart des analystes, écrivait-il, les nations industrielles ne marchent pas, comme l'annoncent les prophètes de malheur, vers un désastre économique et trouveront sans doute les moyens de traverser cette période de grande inflation et de fléchissement des affaires. « Chacun pense que les affaires vont s'arranger, déclarait l'un d'entre eux [1] ; personne ne sait exactement comment. » Le même article du *Tribune* signalait cependant que, selon un récent sondage Gallup, 51 % des personnes consultées redoutaient une « dépression ».

La Commission économique pour l'Europe constatait, dans une étude récente, que si l'économie mondiale allait connaître des jours difficiles, il n'y avait guère

---

[1] Norman Robertson, senior vice-president and chief economist of Pittsburgh's Mellon Bank.

de danger que le monde industriel occidental soit plongé dans une crise analogue à celle qu'il avait connue avant la Deuxième Guerre mondiale [2]. Ce sont les pays les moins développés qui, dit-elle, souffriront de l'aggravation de la concurrence mondiale.

« Le problème le plus urgent », lit-on dans cette étude, c'est qu'un certain nombre de pays pauvres « will not have their basic needs for consumer goods and input materials covered », alors que les nations développées ont atteint un niveau qui les met à l'abri de difficultés majeures : « They (the developed countries) have in the postwar period had an extraordinary growth of real per-capita income which has carried them to unprecedented standards of living. Adverse domestic developments and extended aid can only make minor dents in these levels but by no means bring them back to the hardships experienced in the 1930's. »

Ce diagnostic différencié est, à première vue, valable. Il est vrai que la crise — qu'on l'appelle inflation, stagflation, slumpflation, récession ou dépression — frappe les hommes, les groupes sociaux, les secteurs économiques, les pays et les continents de manière très inégale. Il en est qui peuvent absorber certains chocs, comme ceux qui résultent de la hausse des prix du pétrole ou des matières premières ; il en est même qui en bénéficient, alors que d'autres sont au contraire victimes d'un nouveau coup du sort. C'est ainsi qu'on s'est mis à parler d'un « quatrième monde », de ces peuples qui sont frappés par la lutte économique que se livrent les autres. Il est possible cependant que cette manifestation d'intérêt pour les déshérités — qui part souvent d'une émotion authentique devant la misère — ait conduit à sous-estimer les problèmes réels qui se posent aux nations industrielles.

Car, entre elles aussi, il y a des différences de situation : on ne saurait par exemple mettre sur le même plan le continent nord-américain et l'Europe occidentale. L'un connaît sans doute des difficultés économiques, mais il se relève de la double crise du Vietnam et de Watergate parce que ses habitants ont conservé ce fond de santé morale qui nourrit l'optimisme et l'imagination, et qu'ils disposent de ressources matérielles importantes. Alors que les nations d'Europe occidentale, qui se préoccupent essentiellement de défendre un niveau de vie atteint grâce à la mise en valeur des ressources d'un tiers monde qui ne veut plus être exploité, n'ont plus les moyens ni la volonté de rétablir un rapport de forces et un système économique dont elles ont bénéficié. C'est précisément cet attachement à leur niveau de vie qui pourrait être cause de leur perte. Aveuglée par 25 ans de développement continu, l'Europe de l'Occident est atteinte d'une maladie de l'abondance qui se traduit par un égocentrisme destructeur de civisme et par un gaspillage d'autant plus dangereux qu'elle vit au niveau des moyens des autres.

---

[2] *ECE Trade Review* (cité par IHT du 4 novembre 1974, p. 2).

Comme en 1929 ! Avant cette crise mondiale qu'on évoque aujourd'hui, pour dire aussitôt, avec la fausse assurance que confère parfois l'absence de mémoire historique, qu'on a pris des mesures pour prévenir une « dépression » du même type. Ce qui permet de limiter l'analyse à des phénomènes apparemment « isolables », de traiter de la crise actuelle comme d'une crise « monétaire » ou de l'aborder dans sa manifestation la plus concrète de l'inflation et d'énumérer les remèdes — sur lesquels les économistes ne s'entendent pas toujours — à adopter par les gouvernements pour rétablir un système monétaire international, pour freiner l'inflation, tout en déplorant aussitôt la faiblesse des gouvernements qui n'osent pas prendre les mesures qui s'imposent.

Mais on pourrait se demander pourquoi les gouvernements n'osent pas prendre ces mesures, ce qui conduirait à la constatation que la crise est peut-être plus ample qu'on ne l'imagine ; qu'elle est non seulement monétaire ou économique, mais politique et sociale. Quelles que soient les formules qu'on emploie pour dire que l'économie s'est emballée comme avant 1929 ou que l'offre ne suit pas la demande, comme on le prétend aujourd'hui, des responsabilités doivent être établies ; ces responsabilités, ce sont des hommes qui les portent, et en Occident les classes d'âge qui, n'ayant connu que l'abondance au lendemain de la guerre, limitent leur horizon politique au maintien ou à l'élévation de leur niveau de vie. Ils commettent — ou laissent commettre — dans la conduite des affaires des erreurs de jugement qui sont autant de fautes graves.

C'est ainsi que, comme avant 1929, on a poussé, au-delà de toute raison, les *investment trusts*, qu'on a toléré, sinon même encouragé, la spéculation en capital, les *call loans*. C'est ainsi que, comme avant 1929, on a pratiqué le financement d'investissements à long terme avec des fonds à court terme. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que certains empires financiers s'écroulent (comme IOS, comme celui d'un Sindona qui, il y a quelques années à peine, avait pignon sur rue), portant ainsi directement ou indirectement préjudice, par l'inquiétude répandue, non pas tant aux établissements bancaires qu'à l'ensemble du système bancaire et monétaire. Or, comme chacun le sait, inquiétude et incertitude sont génératrices de panique dans un groupe social qui a capitalisé sur l'optimisme et qui sait, de plus, que l'ingéniosité même avec laquelle on a développé le système ne fait que le rendre plus vulnérable.

Il est donc fondamentalement erroné de circonscrire l'attention au mouvement boursier ou aux fluctuations monétaires. La crise dans laquelle entre l'Europe occidentale est une crise sociale et politique qui se traduit par la poussée des forces centrifuges à l'intérieur des sociétés politiques constituées, par la dilution du pouvoir politique qui affaiblit la capacité des gouvernements à conduire leur politique extérieure au moment précis où se produit un renversement des rapports de forces sur le plan mondial et où l'espèce humaine prend progressivement conscience du fait que les ressources de la planète ne sont pas illimitées, où elle découvre ce qu'on appelle aujourd'hui « the outer limits ». Nous sommes entrés

dans une longue période de troubles qui caractérise les époques de grandes mutations.

Dans ces conditions, les discussions sur la terminologie visant à déterminer si nous vivons une « récession », mineure ou majeure, ne portent que sur des épiphénomènes. Et même s'il est vrai que les pays pauvres, ceux qui vivent déjà dans la misère, pourraient sombrer dans la famine et dans la mort en masse, il est pour le moins léger d'imaginer que les pays industrialisés, ceux de l'Europe comme les autres, pourront se protéger des contrecoups de ces catastrophes. Qu'on ne s'y trompe pas : les prévisions des écologistes ne sont pas des exercices d'école. La crise de l'énergie, les problèmes de l'alimentation et de l'environnement sont devenus les thèmes centraux de la politique internationale. Ce que veulent les Etats du tiers monde, c'est un *nouvel ordre mondial* : un nouvel ordre économique, social, politique qu'impose la nécessité de résoudre en commun les problèmes écologiques, ceux que posent les relations entre l'homme et la nature.

Le progrès social ne consiste donc pas seulement dans l'amélioration des conditions de vie des populations groupées dans certaines parties du monde, dans nos seuls pays, mais bien sur la surface du globe. Ceux qui dès aujourd'hui sont engagés dans les recherches visant à l'établissement d'un nouvel ordre mondial se préoccupent de voir comment il sera possible d'assurer des conditions minima d'existence à la population de la planète. Ce à quoi ils visent, c'est un réajustement des relations entre les peuples dans le sens d'une égalisation des conditions de vie. Et cette philosophie égalitaire conduit inévitablement à une réglementation de l'économie au niveau mondial. Nos sociétés politiques évoluent donc dans le sens du socialisme et ce serait se faire des illusions dangereuses que d'ignorer cette tendance fondamentale de l'évolution d'un monde contemporain trop intégré déjà par le développement des moyens de communications et trop avancé déjà dans la prise de conscience collective du droit de tous au mieux-vivre, pour qu'il soit possible d'y maintenir des poches isolées de prospérité fondées sur l'accaparement par des minorités de ressources considérées comme un bien commun de l'humanité. Ce vers quoi nous allons, c'est une nouvelle division internationale du travail ou une redistribution des ressources à l'échelle du globe. L'alternative, c'est la guerre et le chaos [3].

---

[3] Henry Kissinger, dans l'interview qu'il a donnée à James Reston et publiée dans le *New York Times* du 13 octobre 1974, souligne l'importance prioritaire qu'il faut accorder, à côté de la menace toujours présente de la guerre, à des problèmes fondamentaux comme l'énergie et l'alimentation, montrant que ce dernier problème, qui se pose de manière aiguë hors des Etats-Unis, concerne les Etats-Unis. Bien qu'il souligne la nécessité de renforcer les liens avec l'Europe, il met l'accent — lorsqu'il s'interroge sur ce qui est sa principale préoccupation, ce que sera son héritage — sur le changement des structures mondiales. « The difference between that structure and the previous period is that there are more factors to consider and that it has to be built not on the sense of the proeminence of two power centers, but on the sense of participation of those who are part of the global environment. »

## II. UNE POLITIQUE POUR L'EUROPE OCCIDENTALE

Et alors se pose la question, notre question : Que peut faire l'Europe ?

Elle se trouve aujourd'hui, sans l'avoir encore compris, dans un état de dépendance. Prise, en 1945, entre les Etats-Unis et l'Union soviétique par la conséquence des fautes qu'elle avait accumulées et qui l'on conduite dans deux guerres mondiales qu'elle a déclenchées, elle avait cru pouvoir se libérer de cette double domination grâce à un redressement économique remarquable. Mais elle n'avait pas su fonder son développement économique sur la reconstruction de sociétés politiques viables, gouvernables et donc susceptibles de prendre entre elles et de tenir les engagements nécessaires à la coopération européenne. La démocratie, on le sait, est un régime de participants. Elle repose sur une discipline sociale consentie et sur le civisme. La prospérité, stimulant la recherche du mieux-être et les revendications individuelles et collectives, est en train de détruire les principes mêmes de tout régime démocratique et de réduire les nations de l'Europe occidentale à l'état d'objet de la politique internationale. Leur sort dépend maintenant non plus seulement du rapport des forces entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, mais de ceux des Etats du tiers monde qui contrôlent les ressources indispensables à la vie économique de l'Europe. Leur politique extérieure ne peut viser à mieux qu'à colmater des brèches et à retarder des échéances financières, économiques, politiques, parce que leurs politiques intérieures sont faites d'expédients, les gouvernements en étant réduits à vivre de compromis avec des groupes absurdement acharnés à la défense d'avantages immédiats, alors que ce qui est en jeu, c'est la survie des nations européennes indépendantes.

Cette indépendance, certains la considèrent comme impossible, qui opposent le choix entre l'adhésion au système socialiste ou, au contraire, l'atlantisme. Que le débat soit actuel, rien ne le démontre mieux que la controverse furieuse suscitée par la publication du mémoire du général Stehlin qui, en mars 1974 déjà, se dressant contre la politique de Michel Jobert, écrivait dans *Le Monde* : « De force il n'y a que celle que paradoxalement nous sollicitons des Etats-Unis et qu'ils continuent à nous offrir, pour leur défense, c'est vrai ; pour notre salut surtout, en tant que pays de liberté et de dignité humaine » [4]. Et développant cet argument, le général Stehlin déclarait le 8 novembre, au même journal : « Le président de la République, si j'ai bien compris, s'est donné pour tâche d'accélérer le processus de construction européenne. Mais, en toute hypothèse, il s'écoulera encore bien des années avant que l'Europe atteigne à une stature qui fonde son indépendance politique sur des réalités, non des mots. Or cela a toujours été une constante de la politique soviétique de s'opposer à la constitution d'une Europe unie. Toute grande puissance déteste, de tout temps, que ses voisins s'organisent sans elle...

---

[4] 30 mars 1974.

» Dans ces conditions, seule l'alliance atlantique est en mesure de donner à l'Europe les moyens d'atteindre l'objectif qu'elle s'est donné à elle-même. En clair, pour devenir nous-mêmes, nous avons besoin de l'appui américain, et cela — je le crois — pour des années encore » [5].

A quoi le *Figaro* répondait : « Ni Concorde, ni grands ordinateurs, ni télévision en couleur Secam, ni avions modernes de combat...

» Si l'on comprend bien le général Stehlin, rien de tout cela n'est à la mesure de la France, de ses hommes, de ses capacités et de son destin. Il faut y renoncer ; ne plus rechercher que l'efficacité.

» L'efficacité dans quoi ? Dans une coopération intereuropéenne sous licence américaine, tout simplement » [6].

Est-il possible de se dégager de ce débat qui se ramène, si l'on suit le général Stehlin, à un choix entre deux types de dépendance ? Je le crois, bien que la situation interne des Etats de l'Europe occidentale se soit détériorée à tel point que l'application des remèdes devienne difficile.

Car il s'agit, en définitive, d'un faux débat, ou d'un débat sur un faux problème. L'indépendance de l'Europe ne dépend pas de sa capacité à construire des avions ou des ordinateurs, mais de la volonté des Français, des Allemands, des Italiens et des Suisses de vivre en commun et de coopérer. L'indépendance est tout d'abord un fait politique, comme l'histoire de toutes les nations le démontre, comme les Algériens, les Vietnamiens, les Israéliens, les Palestiniens et de nombreux Etats qui se sont récemment constitués. Cette volonté de vivre en commun implique des concessions réciproques, des ajustements constants d'intérêts souvent antagonistes, un souci permanent de compter tout d'abord sur ses propres forces et de consentir les sacrifices nécessaires. La politique du général Stehlin est une politique de facilité qui vise à charger un autre du soin d'assumer les plus lourdes charges. Si on suivait son raisonnement, il n'y aurait guère de motifs valables en faveur des transferts de technologie, des encouragements à la recherche scientifique, au développement de nouvelles productions industrielles et même à l'agriculture. La division internationale du travail aboutirait à une concentration de la recherche, de la production dans quelques régions privilégiées dont les habitants finiraient par détenir un pouvoir de contrôle quasi absolu sur le destin des habitants de la planète. S'il est juste de reconnaître que ce n'est pas la propriété de l'ordinateur qui est décisive, mais bien la capacité de s'en servir, il est sage de nuancer cette constatation en rappelant — et cela selon la philosophie qui a inspiré les lois antitrusts aux Etats-Unis — que l'indépendance de l'utilisateur réside dans la possibilité qui lui est offerte de faire un choix entre divers types d'ordinateurs et d'être capable d'en construire même de plus rustiques si nécessaire.

---

[5] *Le Monde,* 8 novembre 1974.
[6] *Figaro,* 7 novembre 1974.

Si donc l'Europe de l'Occident en a la volonté, elle peut recouvrer son indépendance. Non pas contre les Etats-Unis, mais en poursuivant avec eux une politique d'échanges scientifiques, culturels, économiques, commerciaux qui n'exclut pas le développement d'échanges de même nature avec les pays socialistes et avec l'ensemble du tiers monde.

Elle ne peut s'en remettre à quiconque du soin d'assurer sa sécurité militaire, ce qui implique de la part de chacun des Etats un effort considérable. La guerre, on doit le rappeler sans cesse, n'est pas impossible. Si nécessaire que soit la poursuite des négociations visant sinon au désarmement, du moins au contrôle des armements, les citoyens des démocraties occidentales doivent accepter, comme l'ont fait les Vietnamiens, les Israéliens, les Arabes et ces mouvements de libération nationale qu'ils encouragent de la voix, que les relations entre sociétés politiques sont encore fonction des rapports de force.

Une Europe européenne ne devrait d'ailleurs pas — quelles que soient les relations qu'elle entretient avec l'une ou l'autre des grandes puissances — se limiter à l'Europe occidentale, mais bien plutôt comprendre que, dans cette période de regroupement des forces sur le plan mondial, les pays de l'Est appartiennent, eux, par la géographie, par l'histoire, au continent européen et que la différence des systèmes sociaux n'est pas forcément dans la longue durée un obstacle insurmontable.

Ils pourraient — et à mon avis devraient — faire preuve d'imagination : concevoir ainsi un système régional de sécurité incluant les Etats européens, petits et moyens, et laissant aux grandes puissances certaines missions de portée mondiale ; intensifier les transferts de technologie et les échanges scientifiques ; veiller à résoudre à leur niveau régional les problèmes concernant l'environnement ; examiner enfin si l'Europe ainsi comprise en tant que système régional n'a pas des intérêts communs à défendre au sein du système mondial qui pourraient servir de base à l'élaboration et à la conduite d'une politique extérieure commune ; définir par conséquent des objectifs qui peuvent être atteints par les moyens propres des Etats européens et non pas avec les moyens des grandes puissances, afin de donner aux Etats-Unis et à l'URSS la possibilité de se dégager des problèmes régionaux.

J'entends venir l'objection trop connue : les deux grandes puissances ne veulent pas se dégager de l'Europe. Elles entendent au contraire s'y engager par crainte de voir se rompre, en faveur de l'autre, des rapports de forces établis en 1945 et maintenus depuis lors.

Il est vrai que l'Europe est un des terrains sur lesquels se poursuit la confrontation de deux puissances. Il est vrai que nous vivons de nouveau une phase de « déstabilisation » du contrôle des armements. Il est exact qu'à la Conférence de Varsovie, on ait de nouveau mis l'accent du côté soviétique sur la nécessité de poursuivre la lutte idéologique et que les gouvernements occidentaux ne poussent pas la recherche d'une identité européenne jusqu'à un démantèlement de l'Otan.

Mais ce que les Européens, surtout à l'Occident, oublient, c'est que la nature a horreur du vide et que c'est leur faiblesse même — celle qui se manifeste tout d'abord par la dilution du pouvoir à l'intérieur des sociétés européennes — qui constitue l'obstacle le plus considérable à la normalisation — je ne dis même pas au développement — des relations Est-Ouest. C'est cette dilution du pouvoir au niveau des sociétés nationales qui empêche la formation sinon d'un pouvoir européen, du moins d'une politique extérieure commune. C'est cette faiblesse qui maintient l'Occident dans une position défensive qu'elle a exprimée l'année dernière par le refus de la finlandisation, par quoi on entendait — à travers une caricature de la réalité de l'indépendance finlandaise — justifier toutes les raisons de se protéger contre une menace extérieure. Ce qu'elles ne voyaient pas, ce qu'elles ne veulent pas voir, c'est que la menace est interne, qu'elle n'est pas plus ni moins importée que l'inflation car toutes nos sociétés, qu'elles soient socialistes ou non socialistes, situées à l'Est ou à l'Ouest, sont travaillées par la révolution scientifique, technique et industrielle. Elles sont travaillées et remises en question par un mouvement continu, global, qui tend à s'accélérer. Or, celles qui se laissent bloquer dans une attitude défensive se condamnent à la disparition, car personne, marxiste ou non marxiste, ne peut refuser la continuité du mouvement dialectique, nier le mouvement de l'histoire.

Il est parfaitement possible que les sociétés européennes restent sur leurs positions, face à face, dans une confrontation stérile, chacune se méfiant de l'autre. Mais il faut prévoir que ce face à face de sociétés bloquées dans la défense de ce qui n'est finalement que des intérêts de minorités établies au pouvoir ne leur permettra pas de recouvrer l'indépendance perdue ; elles ne seront que des pions dans le jeu auquel elles auront, par leur résignation, contraint les grandes puissances à jouer entre elles seules.

Cette hypothèse, attristante, est même la plus vraisemblable, tant est grande l'inertie entretenue par l'illusion qu'on sera épargné. Les Européens se sont — malgré eux — libérés du fardeau colonial, mais non pas d'un ethnocentrisme qui inspire encore leurs jugements sur tout ce qui n'est pas leur Occident. Qu'ils s'occupent de l'Est de l'Europe, des Etats-Unis ou du tiers monde, qu'ils se vantent, qu'ils se plaignent ou qu'ils s'excusent de ce qu'ils ont été, ils ne pensent qu'à eux et se servent même de la confession de leurs péchés comme d'un moyen de s'admirer ou plutôt de démontrer aux autres leur supériorité spirituelle et morale.

Or, ce narcissisme les empêche précisément de voir ce que les autres attendent d'eux. Le monde contemporain, à part quelques enragés, ne souhaite pas la fin de l'Europe. Interrogez la plupart des pays du tiers monde ; interrogez les Européens de l'Est, les Américains, les Chinois : aucun ne souhaite ce glissement de l'Europe occidentale dans le chaos et l'impuissance.

Ce qu'on attend d'elle, ce sont des initiatives, de l'imagination, une capacité à regarder au-delà du strict rapport des forces matérielles et militaires, et une parti-

cipation active à la mise en place d'un ordre mondial où son expérience historique et ses connaissances scientifiques et techniques lui permettraient de fournir une contribution décisive.

Une Europe européenne ne se dresserait donc ni contre l'URSS, ni contre les Etats-Unis. Mais elle saurait recouvrer les moyens de se faire respecter d'eux, très simplement en devenant un partenaire comptant tout d'abord sur ses propres forces et sur qui donc on pourrait compter.

Un partenaire indépendant, mais non agressivement critique, qui ne céderait pas à la tentation maladive du faible de se poser en s'opposant.

Un partenaire qui aurait sa vision des problèmes mondiaux, qui aurait compris la nécessité de restructurer les relations entre continents et entre nations, en fonction d'une vision globale du monde, qui donc saurait donner la priorité aux grandes questions écologiques qui constituent d'aussi graves menaces pour la sécurité que la guerre, et qui participerait ainsi à la lutte commune pour la survie de l'espèce humaine.

Car tel est bien l'objectif principal d'une politique extérieure paneuropéenne, celui en fonction duquel tous les autres doivent être ordonnés.

Cet objectif ne peut être atteint que par un effort collectif, par une mobilisation sociale dont on voudrait qu'elle soit consentie par chacun de nous et non pas imposée. Ce que nous devons comprendre — dès l'instant que nous aurons saisi l'ampleur réelle du défi lancé à l'Europe — c'est qu'il ne suffit pas de modifier des politiques au niveau des gouvernements, des entreprises ou des groupes sociaux, mais de nous engager comme « citoyens » dans la vie quotidienne de notre communauté nationale.